

l'Accord Esquipulas II. Outre qu'il permettrait aux présidents et aux ministres des Affaires étrangères de ces pays de se réunir de temps à autre, comme le prévoit aujourd'hui l'Accord Esquipulas II, ce Parlement fournirait régulièrement aux législateurs des cinq pays l'occasion de se parler. De plus, l'élection de ce Parlement pourrait servir d'exemple en ce qui concerne les normes élevées qui devraient s'appliquer en Amérique centrale à toutes les autres élections. M. Roberto Carpio Nicolle, vice-président du Guatemala, nous a expliqué de façon frappante comment ce Parlement pourrait faciliter le processus de démocratisation. «Ce Parlement permettra de jauger dans quelle mesure les citoyens jouissent de liberté dans leurs pays respectifs.»

Développement

Les causes profondes des conflits de cette région sont la pauvreté générale et les cycles récurrents d'effondrement économique. Ainsi, en 1988, le revenu par habitant dans la région était tombé à des niveaux inférieurs à ceux des années 60. En outre, au cours des sept dernières années, les prix des principaux produits d'exportation de la région — café, coton, bananes, sucre et boeuf — ont chuté respectivement de 41 p. 100, 31 p. 100, 7 p. 100, 83 p. 100 et 12 p. 100.¹⁸ Aux répercussions désastreuses de la vulnérabilité de l'Amérique centrale sur le plan économique international s'ajoute la fragilité fondamentale de son économie, c'est-à-dire les injustices extrêmes qui condamnent la majorité des habitants de l'Amérique centrale aux conditions de vie les plus précaires et les plus misérables.

Pour ne donner qu'un exemple de l'inégalité inhérente à cette situation, mais un exemple qui revêt une grande importance pour des sociétés principalement agraires, la répartition de la propriété foncière est très asymétrique. L'inégalité explique pourquoi même les taux élevés de croissance économique que l'Amérique centrale a connus dans les années 60 et au début des années 70 permettent si peu de réduire la pauvreté dont souffrent la plupart des Centraméricains. Comme le dit si bien, dans une étude, la Commission économique sur l'Amérique latine : «les fruits de la longue période d'expansion économique ont été répartis d'une manière carrément inéquitable.»¹⁹ En fait, des preuves abondantes indiquent que le processus de modernisation a parfois aggravé le sort des plus démunis, les plongeant dans un total dénuement. Pour cette raison, l'Accord Esquipulas II proclame que «la consolidation de la démocratie suppose la création d'une économie axée sur le bien-être et d'une démocratie sociale et économique.» Cette partie de l'accord se révélera peut-être la plus difficile à appliquer.

À mesure que les conditions économiques ont conduit à la violence, celle-ci, à son tour, a aggravé les conditions économiques, faussant les budgets nationaux, créant une énorme dépendance à l'égard de l'aide économique extérieure, sapant la vie économique de l'Amérique centrale et empêchant des centaines de milliers, voire des millions de Centraméricains d'assurer leur subsistance. C'est la raison pour laquelle l'Accord Esquipulas II considère que la paix et le développement sont deux notions complémentaires. C'est également pour cette raison que l'aide économique internationale peut-être vitale pour le processus de paix.

Le président Ortega a fait remarquer que «la seule façon de remplacer la détermination des hommes politiques de laquelle dépend la survie d'Esquipulas II, c'est d'accroître l'aide internationale liée au processus de paix.» Le président Arias a fait une remarque légèrement différente lorsqu'il a déclaré : «Toutefois, ce qui importe, c'est que les démocraties occidentales nous fassent une promesse sur le plan économique : celle de nous aider économiquement si nous respectons l'accord». Une interprétation de ces deux déclarations nous permet de constater que, selon le président Ortega, l'aide internationale est un élément vital du processus de paix, tandis que pour le président Arias,